

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 JUIN 2009

A. RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

- 1. Faits marquants**
- 2. Performance du Groupe**
- 3. Performances sectorielles**
- 4. Evènements post-clôture**
- 5. Perspectives**

B. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

C. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

D. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1. FAITS MARQUANTS

Accentuation du plan d'efficacité opérationnelle 2007/2009 et du plan stratégique « Action 4 »

Altran poursuit la mise en œuvre du plan d'efficacité opérationnelle 2007/2009 annoncé lors de son Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires du 29 juin 2007 visant à améliorer la performance du groupe et à réduire de manière sensible ses coûts indirects.

Dans le contexte économique actuel, la mise en œuvre de ce plan a été accentuée, ce qui a permis, en dépit de la baisse du chiffre d'affaires, de réduire à nouveau le taux de frais généraux groupe qui s'établit à 23,3% au 1^{er} semestre 2009 contre 23,8% en 2008 et 26,3% en 2007.

Le plan stratégique « Action 4 », lancé en janvier 2008 vise à accélérer le développement du groupe en matière de croissance, de valorisation de ses savoir-faire et de positionnement haut de gamme des services offerts.

Il s'inscrit au cœur de la stratégie de croissance et de profitabilité du groupe et renforcera la capacité du groupe à sortir de la crise économique et financière mondiale actuelle en se fondant sur les quatre axes suivants :

- un développement dopé par une organisation plus collaborative et orientée client ;
- une capacité financière améliorée par une organisation plus compacte, plus lisible. A ce titre, le groupe a simplifié sa structure juridique au cours du 1^{er} semestre 2009 par le biais de fusions en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal ;
- le maintien d'une forte différenciation client, notamment par la montée en gamme des offres et par un développement rapide de nouveaux modes d'engagement ;
- la volonté de demeurer un employeur de référence, renforcée par le redéploiement de la marque Altran.

Mesures d'adaptation pour répondre à la dégradation de l'environnement économique

Afin de faire face à la dégradation de l'environnement économique depuis la fin 2008 et à la faible visibilité de l'activité, des plans d'actions spécifiques ont été mis en place dès avant le début de l'année et ont été multipliés et accélérés au cours du 1^{er} semestre 2009. Ces plans ont pour objectifs de :

- réduire au plus vite le nombre des inter-contrats et adapter les effectifs à la réalité de la situation, au travers notamment d'actions de renforcement de la mobilité interne (en particulier par le biais de formations), de recours au chômage partiel, de mise en place de plans de départs volontaires, de contrôle des recrutements ;

- poursuivre, renforcer et accélérer avec détermination la politique de diminution des frais généraux.

Ces mesures, essentiellement centrées sur les secteurs les plus touchés (automobile et Arthur D. Little) ont occasionné 11,4 millions d'euros de charges et de dotations nettes de provision au cours du 1^{er} semestre 2009 et ont permis de réduire les coûts opérationnels et de compenser en partie la baisse du chiffre d'affaires.

En France, un Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) a été annoncé dès fin juin, centré sur l'activité automobile (cf. §4 – Evénements post-clôture).

Acquisitions

En application du protocole d'accord du 12 décembre 2008, Altran Technologies a finalisé le 9 janvier 2009 la prise de contrôle de la société française NSI et détient désormais 73,70% du capital et des droits de vote de la société.

Par ailleurs, le groupe Altran a fait l'acquisition le 26 mai 2009 d'une société de 5 personnes spécialisée dans la Business Intelligence aux Pays-Bas. L'activité de cette société a depuis été intégrée à celles de la société Altran B.V.

OCEANE

Altran Technologies a procédé le 2 janvier 2009 au remboursement intégral des OCEANE 2009 pour un montant de 192,3 millions d'euros sur un montant initial de 230 millions d'euros.

2. PERFORMANCE DU GROUPE

Compte de résultat consolidé au 30 juin 2009 (en MEUR)

en millions d'euros	juin-09	juin-08
	6m	6 m
Chiffre d'affaires	721,1	831,1
Autres produits de l'activité	1,4	0,1
Produits des activités ordinaires	722,4	831,2
Résultat opérationnel courant	8,9	58,7
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	(17,5)	(9,9)
Dépréciation des écarts d'acquisition	(12,1)	(13,1)
Résultat opérationnel	(20,7)	35,7
Coût de l'endettement financier net	(5,5)	(12,4)
Autres produits financiers	5,0	3,8
Autres charges financières	(8,2)	(6,0)
Charge d'impôt	(1,6)	(14,0)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession	(30,8)	7,1
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		
Résultat net	(30,8)	7,1
Intérêts minoritaires	0,6	(0,2)
Résultat net groupe	(30,2)	6,9
Résultat par action	-0,21	0,06
Résultat dilué par action	-0,21	0,06

Chiffre d'affaires

Dans un environnement économique particulièrement difficile de crise mondiale, le chiffre d'affaires semestriel du groupe s'établit à 721,1 millions d'euros, en retrait de 13,2% par rapport au 1^{er} semestre 2008. Ce taux intègre un effet défavorable lié aux variations de taux de change à hauteur de -0,8% et aux variations de périmètre pour -0,9%, notamment dans les secteurs France et Sud.

A taux de change et périmètre constants, le chiffre d'affaires aurait été en repli de 11,5%.

Hors impact de l'activité Conseil en stratégie et management (dont le contributeur principal est Arthur D. Little) et à taux de change et périmètre constants, la baisse du chiffre d'affaires aurait été de 9,7%.

Il est à noter également que l'effet négatif des jours ouvrés (-1,7 jour) impacte le chiffre d'affaires à hauteur de -1,3%.

Cette baisse de l'activité, en corrélation directe avec le contexte de crise économique mondial, touche tous les secteurs du groupe avec des degrés différents de résistance.

Le Sud notamment résiste bien avec un recul limité à -3% (+1,1% hors effets change et variations de périmètre), notamment grâce au Brésil, au Portugal et à l'Italie. Le repli de la France (-9,7%) reste inférieur à celui du groupe.

Deux domaines d'activité ont particulièrement contribué à la baisse du chiffre d'affaires :

- le secteur automobile ;
- le métier du conseil en stratégie et management et notamment sa composante Arthur D. Little.

Le tarif journalier moyen résiste bien mais souffre des difficultés rencontrées par Arthur D. Little, zone à haut positionnement tarifaire.

Marge brute et résultat opérationnel courant

<i>en millions d'euros</i>	S1 2009	2008	S2 2008	S1 2008	Var S1 09 / S1 08
Chiffre d'affaires	721,1	1 650,1	819,0	831,1	-110
Marge brute	177,1	519,8	260,2	259,7	-83
%	24,6%	31,5%	31,8%	31,2%	-6,7
Frais généraux	-168,2	-392,8	-191,9	-200,9	33
%	-23,3%	-23,8%	-23,4%	-24,2%	0,8
Résultat opérationnel courant	8,9	127,0	68,3	58,7	-50
%	1,2%	7,7%	8,3%	7,1%	-5,8

La marge brute du 1^{er} semestre 2009 s'établit à 177 millions d'euros représentant 24,6% du chiffre d'affaires, en recul de 6,7 points par rapport au 1^{er} semestre 2008.

La marge brute opérationnelle du groupe a été affectée par la baisse de l'activité due à la crise économique mondiale, en particulier dans le secteur automobile. Elle est impactée également par une diminution du taux de facturation qui est en recul de 6,7 points (77,8% au 1^{er} semestre 2009 contre 84,5% au 1^{er} semestre 2008).

La baisse du taux de marge brute provient également de l'effet défavorable des jours ouvrés pour environ 1 point, ainsi que de la baisse de l'activité des secteurs de l'automobile et d'Arthur D. Little pour environ 2 points.

Le résultat opérationnel courant s'établit à 8,9 millions d'euros contre 58,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008. Le taux de marge opérationnelle courante s'établit ainsi à 1,2% contre 7,1% au 1^{er} semestre 2008, en baisse de 5,8 points.

Le recul du taux de marge opérationnelle courante (-5,8 points) a été cependant moins important que celui de la marge brute (-6,7 points), grâce à une politique drastique de réduction et de contrôle des coûts indirects (-33 millions d'euros entre les premiers semestres 2009 et 2008) engagée depuis 2007 et qui a permis la poursuite de l'amélioration du taux de frais généraux groupe (23,3% au 1^{er} semestre 2009, 23,8% en 2008, 26,3% en 2007).

Evolution des effectifs du groupe

	31/12/2007	30/06/2008	31/12/2008	30/06/2009
Effectifs totaux fin de période	17 502	17 997	18 522	17 548
	2007 S2	2008 S1	2008 S2	2009 S1
Effectifs moyens	17 189	17 728	18 330	17 919

Au 30 juin 2009, l'effectif total du groupe est de 17 548 personnes, en diminution de 5,3% (-974 personnes) par rapport au 31 décembre 2008 et de 2,5% (-449 personnes) par rapport au 30 juin 2008.

Le niveau de recrutement atteint 1 019 personnes au cours du 1^{er} semestre 2009, en diminution sensible de -64,1% par rapport au 1^{er} semestre 2008 et correspond à la volonté du groupe d'adapter l'évolution des effectifs au ralentissement économique.

En même temps, le nombre de départs de consultants est en diminution de 15,3% par rapport au 1^{er} semestre 2008, ramenant le taux de turnover glissant sur 12 mois à 27,4% à périmètre constant contre 29,8% au 1^{er} semestre 2008 et n'intègre pas encore complètement les conséquences attendues de l'ensemble des actions engagées ou projetées.

Charges opérationnelles courantes

Millions d'€	S1 2009	2008	S2 2008	S1 2008	S1 2009 vs S1 2008
Chiffre d'affaires	721,1	1 650,1	819,0	831,1	-13,2%
Charges de personnel	550,0	1 129,3	557,6	571,7	-3,8%
% CA	76,3%	68,4%	68,1%	68,8%	7,5 pts

Millions d'€	S1 2009	2008	S2 2008	S1 2008	S1 2009 vs S1 2008
Total charges externes	145,8	351,8	174,0	177,8	-18,0%
% CA	20,2%	21,3%	21,2%	21,4%	-1,2 pt
Sous-Traitance	50,1	114,5	59,3	55,3	-9,4%
% CA	6,9%	6,9%	7,2%	6,6%	0,3 pt
Redevances de crédit-bail	2,6	4,3	2,2	2,1	24,8%
% CA	0,4%	0,3%	0,3%	0,2%	0,1 pt
Loc. simples et Ch. Ext.	30,1	60,0	30,3	29,7	1,2%
% CA	4,2%	3,6%	3,7%	3,6%	0,6 pt
Formation	-0,4	9,4	3,8	5,7	-106,3%
% CA	0,0%	0,6%	0,5%	0,7%	-0,7 pt
Honoraires et services ext.	13,5	43,7	19,9	23,8	-43,1%
% CA	1,9%	2,6%	2,4%	2,9%	-1,0 pt
Transports voyages déplacements	31,5	80,8	39,7	41,1	-23,2%
% CA	4,4%	4,9%	4,8%	4,9%	-0,6 pt
Autres achats et services extérieurs	18,4	39,0	18,7	20,3	-9,5%
% CA	2,5%	2,4%	2,3%	2,4%	0,1 pt

Les charges de personnel ne baissent que de 3,8% (au regard d'une contraction du chiffre d'affaires de 13,2%) en raison du délai nécessaire à l'adaptation des moyens à la demande des clients. Leur poids dans le chiffre d'affaires du groupe a augmenté de 7,5 points. Des actions ont été réalisées et d'autres sont en cours afin d'accélérer leur baisse :

- lancement d'un plan de départ volontaire en France sur la division automobile ;
- recours au chômage partiel ;
- contrôle des recrutements ;
- mise en place de mesures de réduction des coûts et de restructuration.

Ainsi, les charges opérationnelles courantes ne diminuent que de 7,6% par rapport au 1^{er} semestre 2008 (-59 millions d'euros) alors même que l'ensemble des charges externes est en net repli (-18,4%).

Ces charges externes ont diminué de 18% pour représenter 145,8 millions d'euros par rapport à 177,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008, soit une baisse de 32 millions d'euros. Cette baisse concerne principalement les postes Honoraires (-43,1% et -10,2 millions d'euros) et Transports, voyages, déplacements (-23,2% et -9,5 millions d'euros).

Les honoraires sont en forte diminution dans quasiment tous les pays. De même, les transports, voyages et déplacements diminuent dans l'ensemble des zones, en particulier en France grâce à la mise en œuvre depuis ces dernières années d'une politique d'achats.

La baisse du poste Formation (-6,1 millions d'euros) s'explique notamment par des remboursements obtenus d'organismes de collecte et de financement sur des actions de formation menées par le groupe.

Les charges de sous-traitance ont également sensiblement baissé (-9,4% et -5,2 millions d'euros) dans quasiment tous les pays sauf notamment en Italie qui ne connaît pas de baisse de son activité et en Allemagne où la filiale du groupe est seul interlocuteur d'EADS sur un contrat impliquant d'autres sociétés de services.

Autres produits et charges opérationnels non récurrents et résultat opérationnel

Les autres produits et charges opérationnels non récurrents regroupent les éléments inhabituels de nature à altérer la compréhension de la performance opérationnelle du groupe. Ils représentent une charge nette de 17,5 millions d'euros pour le 1^{er} semestre 2009 qui correspond principalement au coût des plans de restructuration en cours pour 17,3 millions d'euros (cf. §6.6. de l'annexe).

Des dépréciations ont été constatées sur des écarts d'acquisition pour 12,1 millions d'euros et concernent 3 unités génératrices de trésorerie.

Alors que le résultat opérationnel courant est positif à +8,9 millions d'euros, les produits et charges non récurrents et les dépréciations des écarts d'acquisition ont un impact négatif de -26,9 millions d'euros. Le résultat opérationnel du 1^{er} semestre s'établit ainsi à une perte de 20,7 millions d'euros.

Résultat financier et coût de l'endettement financier net

Le résultat financier présente une charge nette de 8,6 millions d'euros, en amélioration par rapport au 1^{er} semestre 2008 (-14,6 millions d'euros) du fait de la diminution de l'endettement

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt de la période s'établit à 1,6 million d'euros et enregistre :

- une charge d'impôts secondaires (*IRAP* italien / *Gewerbesteuer* allemande) pour 2,5 millions d'euros ;
- une charge de dépréciation des impôts différés actifs à hauteur de 4,7 millions d'euros ;

Hors impôts secondaires et provision pour dépréciation des impôts différés actifs, le taux d'impôt effectif du groupe s'établit à 32,9%.

Flux de trésorerie

	30/06/2009	31/12/2008	Variation
	6m	12m	S1 2009/2008
Dette financière nette d'ouverture (1er janvier)	(164.9)	(314.4)	149.4
Flux net de trésorerie généré par l'activité	15.2	62.2	(46.9)
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(7.0)	(23.9)	16.9
Flux net de trésorerie avant opération de financement	8.2	38.2	(30.0)
Impact des écarts de change et autres	(31.1)	(15.6)	(15.5)
Impact de l'augmentation de capital	0.1	126.8	(126.7)
Dette financière nette de clôture	(187.8)	(164.9)	(22.8)

Le flux net de trésorerie généré par l'activité sur la période s'établit à +15,2 millions d'euros et s'explique notamment du fait :

- d'une capacité d'autofinancement quasi nulle (contre 55 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008) en ligne avec les difficultés opérationnelles rencontrées sur le 1^{er} semestre 2009 ;
- d'une amélioration du besoin en fonds de roulement (+45 millions d'euros), principalement relatif à l'effet mécanique de la décroissance de chiffre d'affaires ;
- du décaissement net d'intérêts (-12 millions d'euros), en amélioration sensible compte tenu du désendettement et de la baisse des taux ;
- du décaissement de soldes d'impôts relatifs à l'exercice 2008 (-17 millions d'euros).

Endettement net du Groupe

L'endettement financier net correspond à la différence entre le total des passifs financiers et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

	30/06/09	31/12/08	30/06/08
Trésorerie et équivalents de trésorerie	106,9	229,5	106,6
Trésorerie Passive			
Trésorerie Nette	106,9	229,5	106,6
Emprunts obligataires convertibles (+1 an)			
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	120,1	13,5	
Autres passifs financiers non courants	6,7	9,4	10,9
Emprunts obligataires convertibles (-1an)			226,1
Emprunts obligataires courants		192,3	4,3
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit courants	33,6	1,2	44,6
Concours bancaires (*)	141,5	219,3	193,3
Autres dettes financières courantes	2,6	2,0	1,6
Endettement Financier Brut	304,5	437,7	480,8
Endettement Financier Net	(197,6)	(208,2)	(374,2)

(*) : y compris affacturage

Par rapport au 31 décembre 2008, la dette nette du Groupe a diminué de 10,7 millions d'euros pour s'établir à 197,6 millions d'euros au 30 juin 2009.

3. PERFORMANCES SECTORIELLES

En application de la norme IFRS 8 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2009, le groupe présente désormais la segmentation selon son pilotage opérationnel et non plus en fonction de la seule géographie.

L'impact le plus significatif réside dans la présentation d'Arthur D. Little comme un secteur opérationnel distinct regroupant toutes les entités dans les pays où elles sont implantées, alors que chacune d'elle était rattachée à son pays d'appartenance.

Les secteurs opérationnels en application de la nouvelle norme se définissent ainsi :

- France
- Nord : Allemagne, Autriche, Benelux, Danemark, Irlande, Norvège, pays de l'Est, Royaume-Uni, Suède, Suisse
- Sud : Brésil, Espagne, Italie, Portugal, Venezuela
- Reste du monde : Amérique du Nord, Asie, Tunisie
- Arthur D. Little

Arthur D. Little exerce son activité dans les pays et régions suivants : Allemagne, Autriche, Benelux, Espagne, Italie, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Amérique du Nord, Asie, Moyen-Orient.

Il est à noter que la filiale Cambridge Consultant Limited (CCL) acquise en 2002 en même temps qu'Arthur D. Little n'est pas comprise dans le secteur Arthur D. Little mais se trouve dans le secteur Nord.

Chiffre d'affaires par secteur opérationnel (après élimination inter-secteurs)

Le chiffre d'affaires au premier semestre 2009 s'établit à 721,1 millions d'euros, en baisse de 13,2% par rapport au premier semestre 2008 (-11,5% à taux de change et périmètre constants) et se répartit par secteur opérationnel de la façon suivante :

En millions d'€	S1 2009				S1 2008		
	Total Secteurs	Eliminations intersecteurs	Total Chiffre d'affaires	%CA	Total Chiffre d'affaires	%CA	Var.
France	329,4	-9,5	319,9	44,4%	354,1	42,6%	-9,7%
Nord	184,9	-3,0	181,9	25,2%	212,4	25,6%	-14,3%
Sud	149,3	-1,8	147,5	20,5%	152,2	18,3%	-3,0%
Reste du monde	20,5	-1,1	19,4	2,7%	23,5	2,8%	-17,3%
ADL	53,1	-0,8	52,3	7,3%	89,0	10,7%	-41,2%
Total	737,2	-16,1	721,1	100,0%	831,1	100,0%	-13,2%

La diminution du chiffre d'affaires (-13,2%) entre les deux premiers semestres 2008 et 2009 touche à des degrés différents l'ensemble des secteurs et en particulier Arthur D. Little. Cependant, le Sud résiste bien (-3% par rapport au premier semestre 2008) et serait en légère hausse de +1,1% à taux de change et périmètre constants.

La répartition du chiffre d'affaires par pays (après élimination inter-secteurs) est la suivante :

(en millions d'euros)	S1 2009	% CA	S1 2009 vs S1 2008	YTD 2008	% CA	S2 2008	% CA	S1 2008	% CA
France	319,9	44,4%	-9,7%	705,0	42,7%	350,9	42,8%	354,1	42,6%
Allemagne	48,2	6,7%	-11,8%	112,7	6,8%	58,0	7,1%	54,7	6,6%
Autriche / Pays de l'Est	1,7	0,2%	-27,3%	4,3	0,3%	2,0	0,2%	2,3	0,3%
Grande-Bretagne / Irlande	47,2	6,5%	-24,1%	121,4	7,4%	59,3	7,2%	62,1	7,5%
Benelux / Norvège	64,5	8,9%	-7,3%	137,0	8,3%	67,4	8,2%	69,6	8,4%
Suisse	8,2	1,1%	-11,7%	17,3	1,1%	8,1	1,0%	9,3	1,1%
Suède / Danemark	12,1	1,7%	-15,9%	26,9	1,6%	12,5	1,5%	14,4	1,7%
Roumanie	0,0	0,0%	100,8%	0,1	0,0%	0,0	0,0%	0,0	0,0%
Italie	76,8	10,7%	0,3%	158,3	9,6%	81,7	10,0%	76,6	9,2%
Espagne / Andorre	49,7	6,9%	-9,0%	104,7	6,3%	50,1	6,1%	54,6	6,6%
Portugal	9,9	1,4%	3,3%	19,4	1,2%	9,8	1,2%	9,6	1,2%
Brésil / Vénézuéla	11,1	1,5%	-2,4%	24,7	1,5%	13,3	1,6%	11,4	1,4%
Asie	2,8	0,4%	31,7%	5,4	0,3%	3,3	0,4%	2,1	0,3%
USA	16,6	2,3%	-22,1%	43,5	2,6%	22,2	2,7%	21,4	2,6%
ADL	52,3	7,3%	-41,2%	169,5	10,3%	80,5	9,8%	89,0	10,7%
Total	721,1	100,0%	-13,2%	1 650,1	100,0%	819,0	100,0%	831,1	100,0%

Chiffre d'affaires par métier

La répartition du chiffre d'affaires par métier est la suivante :

En millions d'€		Technologies & Innovation	Consulting & Information Services	Conseil en stratégie et management	Autres	Groupe
S1 2009	Chiffre d'affaires	365,5	244,9	71,1	39,6	721,1
	Poids du Chiffre d'affaires	50,7%	34,0%	9,9%	5,5%	100,0%
S1 2008	Chiffre d'affaires	406,9	269,3	111,0	43,8	831,1
	Poids du Chiffre d'affaires	49,0%	32,4%	13,4%	5,3%	100,0%
Variation	Poids du Chiffre d'affaires	1,7 Pts	1,6 Pts	-3,5 Pts	0,2 Pts	

Le métier « Technologies & Innovation » (T&I) reste le premier métier du groupe et représente 50,7% du chiffre d'affaires au 30 juin 2009 contre 49% au 30 juin 2008.

T&I comme le « Consulting & Information Services » prennent ainsi davantage de poids au sein du groupe aux dépens du « Conseil en stratégie et management » qui perd 3,5 points. Le recul de ce dernier est dû à la baisse du chiffre d'affaires d'Arthur D. Little, principal contributeur de cette ligne métier.

Chiffre d'affaires et résultat opérationnel courant par secteur opérationnel (avant élimination inter-secteurs)

France

France	S1 2009	YTD 2008	S2 2008	S1 2008	S1 2009 vs S1 2008
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	329,4	722,0	359,5	362,5	-9,1%
Total des produits opérationnels	330,3	724,1	361,5	362,6	-8,9%
Total des charges opérationnelles	-326,0	-673,1	-333,1	-340,1	-4,1%
Résultat opérationnel courant	4,2	50,9	28,5	22,5	-81,1%
% Résultat opérationnel courant	1,3%	7,1%	7,9%	6,2%	-4,9 pt

La France réalise un chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs de 329,4 millions d'euros au premier semestre 2009 contre 362,5 millions d'euros au premier semestre 2008, soit un repli de 9,1% (33,1 millions d'euros).

La baisse d'activité constatée en France concerne la branche « Technologies & Innovation » mais également « Consulting & Information Services » positionnée notamment dans le secteur bancaire.

Cette baisse est notamment liée à la crise du secteur automobile avec une incidence directe sur le taux de facturation du pays qui chute de 9,6 points.

Les autres éléments expliquant l'évolution du chiffre d'affaires se compensent entre eux :

- un fort effet négatif lié aux jours ouvrés (-2 jours et 5,9 millions d'euros) ;
- une appréciation du tarif journalier moyen.

La France réalise un résultat opérationnel courant net de frais de holding de 4,2 millions d'euros (1,3 % du chiffre d'affaires) au 1^{er} semestre 2009 contre 22,5 millions d'euros (6,2% du chiffre d'affaires) au 1^{er} semestre 2008.

Ce recul du taux de marge opérationnelle courante (-4,9 points) s'explique par la chute du taux de facturation, mais également par une réduction moins rapide des charges opérationnelles courantes (-4,1%) par rapport à celle du chiffre d'affaires (-9,1%).

Hors coût de la holding groupe (dont l'activité regroupe les organes de direction et les services transverses), la rentabilité opérationnelle de la France est de 3,4% contre 9,2% au 1^{er} semestre 2008.

Il est à noter que les coûts de la holding groupe ont baissé sensiblement et se sont établis à 7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 10,8 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008.

Le poids des charges de personnel sur le chiffre d'affaires reste important (82,1% du chiffre d'affaires contre 74,3% au premier semestre 2008), nécessitant le lancement d'actions correctrices avec notamment le Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) centré sur l'activité automobile et le recours au chômage partiel dans une filiale.

Les charges externes ont diminué sensiblement, notamment les honoraires (-56,8% soit -6,4 millions d'euros), la formation (-165,9% soit -4,8 millions d'euros) et les transports, voyages et déplacements (-14,2% soit -2,3 millions d'euros).

Nord

Nord	S1 2009	YTD 2008	S2 2008	S1 2008	S1 2009 vs S1 2008
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	184,9	42€1	21€4	21€7	-14,3%
Total des produits opérationnels	18€1	427,0	211,3	21€6	-14,2%
Total des charges opérationnelles	-177,6	-€91,6	-19€1	-19€5	-9,9%
Résultat opérationnel courant	7,5	3€4	1€2	1€2	-60,5%
% Résultat opérationnel courant	4,0%	8,3%	7,7%	8,5%	-4,8 pt

Le chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs du secteur Nord s'élève à 184,9 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 215,7 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008, soit une baisse de 14,3%. Hors impact de change et de variations de périmètre, le repli aurait été plus prononcé à -18,6%.

Le Nord a été sévèrement touché par le fort ralentissement économique, particulièrement aux Pays-Bas et par la crise du secteur automobile, principalement en Allemagne et en Suède.

Le Royaume-Uni, en baisse d'activité de 22% par rapport au 1^{er} semestre 2008, présente un bilan contrasté :

- certaines filiales réalisent de bonnes performances, comme Praxis avec des projets telle la refonte des systèmes de contrôle du trafic aérien de l'aéroport de Londres (iFACTS) ;
- d'autres filiales sont confrontées à la crise de leur secteur, comme Hilson Moran sur le secteur de l'immobilier.

La baisse du résultat opérationnel courant résulte des trois facteurs suivants :

- un taux de facturation en diminution de 3,6 points entre le 1er semestre 2009 et le 1er semestre 2008 ;
- une pression sur les prix entraînant une baisse de 2% du tarif journalier moyen ;
- un effet défavorable des jours ouvrés (-1,7 jour et 2,9 millions d'euros).

Le résultat opérationnel courant du Nord s'élève ainsi à 7,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, représentant 4% du chiffre d'affaires, en diminution de 60,9% par rapport au 1^{er} semestre 2008.

Cette diminution du taux de marge opérationnelle courante (-4,8 points) est la conséquence directe de la baisse de chiffre d'affaires constatée sur le premier semestre de l'année.

Les charges opérationnelles courantes baissent de 9,6%. Cette réduction des coûts se ressent notamment au niveau des charges de personnel (-9,3 millions d'euros) mais également au niveau des transports, voyages, déplacements (-2,4 millions d'euros) et des honoraires (-2,2 millions d'euros). Des actions complémentaires d'adaptation et de réduction des coûts sont engagées et poursuivies afin de minimiser l'impact de la baisse d'activité sur la marge opérationnelle courante dans les mois à venir.

Sud

Sud	S1 2009	YTD 2008	S2 2008	S1 2008	S1 2009 vs S1 2008
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	149,3	311,2	156,9	154,2	-3,2%
Total des produits opérationnels	149,8	311,6	157,2	154,4	-3,0%
Total des charges opérationnelles	-139,2	-281,3	-139,5	-141,8	-1,8%
Résultat opérationnel courant	10,6	30,3	17,7	12,6	-16,1%
% Résultat opérationnel courant	7,1%	9,8%	11,3%	8,2%	-1,1 pt

Le Sud a réalisé au 1^{er} semestre 2009 un chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs de 149,3 millions d'euros, contre 154,2 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008, soit une baisse de 3,2%. A périmètre et taux de change constants, le recul aurait été de 7,5%.

Cette zone, qui compte des pays fortement touchés par la crise économique, se révèle être la moins impactée avec en particulier l'Italie et l'Espagne qui résistent bien. Elle maintient une bonne dynamique dans un environnement difficile et tendu.

L'évolution du chiffre d'affaires par pays est caractérisée par :

- le Portugal qui affiche une croissance de 3,3% sur cette période, grâce notamment à des mesures précoces mises en place pour faire face à la crise ;
- l'Italie qui a pu maintenir une activité stable dans un environnement difficile, en ligne avec le 1^{er} semestre 2008 ;
- les filiales espagnoles qui ont bien résisté au fort ralentissement économique du pays avec une décroissance limitée à -0,1% à périmètre constant ;
- le Brésil qui accuse une baisse de son chiffre d'affaires de -2,4% mais aurait affiché une croissance de +10,6% à taux de change constant.

Le résultat opérationnel courant du Sud s'établit à 10,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009, soit 7,1% du chiffre d'affaires, contre 12,6 millions d'euros et 8,2% un an auparavant.

Le Sud a ainsi réussi à limiter le recul de son taux de marge opérationnelle courante à 1,1 point (0,8 point hors impacts change et périmètre) dans un contexte de marché difficile, reflétant sa bonne résistance à la crise :

- en raison d'un tarif journalier qui reste solide, d'une augmentation des ressources de 2% (notamment au Portugal, Brésil et Italie) et d'un moindre effet négatif des jours ouvrés (-1,2 jour) et des congés comparativement aux autres régions ;
- en dépit d'une baisse de 3,2 points du taux de facturation.

A part les charges de personnel qui ont augmenté de 2,9%, notamment en Italie et au Portugal, pour alimenter l'activité, l'ensemble des charges externes a diminué de 12,6% par rapport au 1^{er} semestre 2008. La sous-traitance (-13,7%) a été réduite de façon drastique en Espagne (-30%), au Brésil (-29%) et au Portugal (-8,8%), comme les transports voyages et déplacements qui chutent fortement (-24,7%) dans l'ensemble des pays de la zone.

Reste du monde (Amérique du Nord, Asie et Tunisie)

Reste du monde	S1 2009	YTD 2008	S2 2008	S1 2008	S1 2009 vs S1 2008
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	20,5	50,9	26,3	24,6	-16,7%
Total des produits opérationnels	20,5	51,4	26,8	24,6	-17,0%
Total des charges opérationnelles	-23,7	-54,2	-27,6	-26,7	11,2%
Résultat opérationnel courant	-3,2	-2,8	-0,8	-2,0	-59,8%
% Résultat opérationnel courant	-15,7%	-5,6%	-3,1%	-8,2%	-7,5 pt

Le chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs du secteur Reste du monde s'établit à 20,5 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 par rapport à 24,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008, marquant un recul de 16,7%.

L'activité de ce secteur, réalisée principalement aux Etats-Unis et en Asie, connaît une situation contrastée :

- aux Etats-Unis, l'activité est en net recul (-22,1%) dans un contexte de marché particulièrement difficile. Les filiales américaines sont confrontées à des décalages de projets de la part des clients et de non matérialisation de certaines opportunités du fait de la crise. De plus, la filiale ACS (ex CSI) est toujours confronté à des difficultés de positionnement.
- l'Asie réalise de bonnes performances (+31,7%) avec notamment un projet en « Technologies & Innovation » dans le secteur de la téléphonie. Des mesures de rationalisation et de réduction des coûts ont été mises en œuvre. Des investissements ont été consacrés à cette région qui a un potentiel de développement.

Le Reste du monde réalise un résultat opérationnel courant de -3,2 millions d'euros au premier semestre 2009 contre -2 millions au premier semestre 2008. La baisse de la marge opérationnelle courante provient principalement des Etats-Unis.

Arthur D. Little

ADL	S1 2009	YTD 2008	S2 2008	S1 2008	S1 2009 vs S1 2008
Chiffre d'affaires Hors-Groupe	53,1	171,3	81,8	89,6	-40,7%
Total des produits opérationnels	53,0	172,1	82,8	89,3	-40,7%
Total des charges opérationnelles	-63,0	-159,2	-76,2	-82,9	24,0%
Résultat opérationnel courant	-10,0	13,0	6,5	6,4	-256,1%
% Résultat opérationnel courant	-18,9%	7,6%	8,0%	7,2%	-26,1 pt

Le chiffre d'affaires avant élimination inter-secteurs d'Arthur D. Little s'établit à 53,1 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 89,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2008, en fort recul de 40,7%.

Le métier du Conseil en stratégie et management qu'exerce Arthur D. Little évolue dans un secteur très concurrentiel et exposé aux variations des cycles économiques. Il est particulièrement impacté par le contexte économique mondial actuel.

Durement touché aux Etats-Unis avec la crise du système bancaire et en Europe avec la crise du secteur automobile, les investissements au niveau du groupe sur cette activité sont davantage recentrés sur l'Asie, concernée dans une moindre mesure par ces difficultés.

L'activité d'Arthur D. Little se maintient au Moyen-Orient grâce à l'obtention de nouveaux projets. Certaines opportunités demeurent également dans le domaine de l'« operating management », sur les problématiques liées au développement durable (« carbon footprint ») et dans le secteur des administrations publiques.

Le résultat opérationnel courant s'établit à -10 millions d'euros au 1^{er} semestre 2009 contre 6,4 millions d'euros un an plus tôt. La baisse constatée sur le taux de marge opérationnelle courante a été cependant moindre que ce que la diminution du chiffre d'affaires aurait laissé présager grâce à la mise en place d'une politique drastique de réduction et de rationalisation des frais de structure. Ces efforts d'adaptation des moyens ont permis de diminuer les frais de personnel de 25,5% (-14 millions d'euros), ainsi que les charges externes de 22,7% par rapport au premier semestre 2008.

De même, la flexibilité du travail a été introduite afin de baisser encore le point mort de cette activité.

4. EVENEMENTS POST-CLÔTURE

Plan Personnalisé de Départ Volontaire en France :

Les difficultés qui frappent le secteur automobile depuis le début d'année sont d'une ampleur telle que tous les acteurs de la filière, dont Altran, connaissent une baisse significative de leur activité.

Pour mieux répondre aux besoins futurs de nos clients et rester compétitif, il est donc indispensable de redéployer l'activité automobile, de l'adapter aux exigences nouvelles et de réajuster les effectifs aux besoins des marchés, tout en faisant évoluer le positionnement du groupe.

A ce titre, la maison mère Altran Technologies S.A. a décidé de mettre en place un Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) centré sur l'activité automobile en France.

Ce Plan Personnalisé de Départ Volontaire, présenté aux instances représentatives du personnel dès fin juin, a reçu le 24 juillet 2009 un avis favorable du Comité Central d'Entreprise et du Comité d'Etablissement de Paris-Lyon-Sophia. Quant au Comité d'Etablissement de Toulouse, il a refusé d'émettre un avis et a assigné le groupe en référé afin d'en obtenir la suspension.

Ce plan devrait se traduire par une réduction sensible du nombre de consultants en France du secteur automobile d'ici la fin de l'année 2009.

5. PERSPECTIVES

Dans un environnement économique toujours difficile et incertain, Altran poursuit et accélère l'adaptation de son positionnement clients dans le cadre de son plan stratégique Action 4.

Le groupe a ainsi redéfini sa stratégie sur le secteur automobile en favorisant les activités de spécialiste à forte valeur ajoutée, tirant ainsi parti des rachats effectués fin 2008 dans le secteur des systèmes embarqués.

Par ailleurs, le groupe a renforcé ses positions chez plusieurs gros clients et obtenu la signature de nouveaux référencements importants.

Altran poursuit ses efforts de réduction des coûts. En particulier, le groupe a lancé un Plan Personnalisé de Départ Volontaire visant à adapter les effectifs de la branche automobile en France.

Dans ces conditions, le groupe compte fermement améliorer son niveau de profitabilité.

B. COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES

ALTRAN TECHNOLOGIES

Société anonyme à Conseil d'Administration au capital de 71 600 336 euros

Siège social : 58 boulevard Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS

R.C.S Paris B 702 012 956 – Code APE : 7112B

COMPTES CONSOLIDES AU 30 JUIN 2009 – en milliers d'euros

I. ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

		juin-09		déc-08	
		Valeurs	Amort.	Valeurs	Valeurs
		brutes	Prov.	Nettes	Nettes
Ecarts d'acquisition nets	5.1	665 784	(237 231)	428 553	431 413
Immobilisations incorporelles	5.2	65 509	(24 721)	40 788	40 769
Terrains & constructions		14 173	(5 863)	8 310	7 716
Autres immobilisations corporelles		95 170	(64 506)	30 664	31 372
Immobilisations corporelles	5.3	109 343	(70 369)	38 974	39 088
Actifs financiers non courants	5.4	29 384	(808)	28 576	26 307
Impôts différés actif		90 217	(32 844)	57 373	50 743
Actifs d'impôts non courants		187		187	3
Autres actifs non courants		15 172	(10 646)	4 526	4 431
TOTAL ACTIF NON-COURANT		975 596	(376 619)	598 977	592 754
Stocks et en-cours		4 325	(95)	4 230	1 005
Avances et acomptes versés sur commandes		4 801		4 801	2 758
Clients et comptes rattachés	5.5	459 168	(9 217)	449 951	510 626
Autres créances	5.6	75 812	(2 124)	73 688	58 567
Clients et autres débiteurs		539 781	(11 341)	528 440	571 951
Actifs financiers courants	5.7	1 202	(177)	1 025	677
Equivalents de trésorerie	5.9	53 153		53 153	147 990
Trésorerie	5.9	53 727		53 727	81 473
TOTAL ACTIF COURANT		652 188	(11 613)	640 575	803 096
TOTAL ACTIF		1 627 784	(388 232)	1 239 552	1 395 850

	Notes	juin-09	déc-08
Capital	5.8	71 600	71 589
Primes liées au capital		335 892	335 291
Réserves attribuables aux porteurs de capitaux de la maison mère		136 579	127 119
Ecart de conversion		(29 754)	(41 995)
Résultat de l'exercice / de la période		(30 208)	11 438
Intérêts minoritaires		1 293	242
Capitaux propres		485 402	503 684
Emprunts obligataires convertibles (+1an)			
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)		120 076	13 474
Autres passifs financiers non courants		6 714	9 392
Passifs financiers non courants	5.9	126 790	22 866
Provisions pour risques et charges long terme	5.10	11 721	12 031
Avantages du personnel long terme	5.11	34 886	32 542
Impôts différés passif		12 958	12 155
Autres passifs long terme		3 038	1 109
Autres passifs non courants		62 603	57 837
Total passif non-courant		189 393	80 703
Fournisseurs et comptes rattachés	5.12	63 791	66 396
Dettes fiscales exigibles		96 779	97 583
Avantages du personnel courants	5.11	162 620	156 800
Dettes sur immobilisations		444	609
Autres dettes courantes	5.13	29 751	44 016
Fournisseurs et autres crédettes courants		353 385	365 404
Provisions pour risques et charges court terme	5.10	31 393	30 411
Dettes sur titres court terme	5.14	2 261	791
Passifs financiers courants	5.9	177 718	414 857
Autres passifs courants		211 372	446 059
Total passif courant		564 757	811 463
TOTAL PASSIF		1 239 552	1 395 850

II. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

	Note	juin-09	juin-08
		6m	6 m
Chiffre d'affaires	6.1 & 6.2	721 086	831 097
Autres produits de l'activité		1 362	134
Produits des activités ordinaires		722 448	831 231
Achats consommés		(5 447)	(5 865)
Variation des travaux en-cours		2 585	1 707
Charges externes	6,3	(145 783)	(177 806)
Charges de personnel	6,4	(549 467)	(571 426)
Charges de personnel - paiement en actions	6,4	(544)	(261)
Impôts et taxes		(5 762)	(6 475)
Dotations aux amortissements et provisions nettes	6,5	(3 673)	(9 862)
Autres produits et charges opérationnels		(5 468)	(2 499)
Résultat opérationnel courant		8 889	58 744
Autres produits opérationnels non récurrents		7 659	5 817
Autres charges opérationnelles non récurrentes		(25 134)	(15 741)
Autres produits et charges opérationnels non récurrents	6,6	(17 475)	(9 924)
Dépreciation des écarts d'acquisition	5,1	(12 067)	(13 094)
Résultat opérationnel		(20 653)	35 726
Produits de trésorerie et d'équivalent de trésorerie		2 814	1 972
Coût de l'endettement financier brut		(8 310)	(14 371)
Coût de l'endettement financier net	6,7	(5 496)	(12 399)
Autres produits financiers	6,8	5 032	3 789
Autres charges financières	6,8	(8 165)	(6 023)
Charge d'impôt	6,9	(1 560)	(13 985)
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence			
Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession		(30 842)	7 108
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net		(30 842)	7 108
Intérêts minoritaires		634	(220)
Résultat net groupe		(30 208)	6 888
Résultat par action		-0,21	0,06
Résultat dilué par action		-0,21	0,06

III. – ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

	juin-09	déc-08	juin-08
	6m	12m	6 m
Résultat net de l'ensemble consolidé	(30 842)	12 710	7 108
Pépinières Cambridge Consultants	680	(168)	(461)
Instruments financiers	(1 915)	(6 010)	
Gains et pertes actuariels			
Ecart de conversion	11 480	(29 245)	(7 720)
Autres éléments du résultat global pour la période, nets d'impôt	10 245	(35 424)	(8 180)
Résultat global de la période	(20 597)	(22 713)	(1 073)
<i>dont part attribuable aux :</i>			
▪ Propriétaires de la société du Groupe	(20 175)	(23 614)	(1 281)
▪ Intérêts minoritaires	(422)	901	208

	juin-09			déc-08			juin-08		
	6m			12m			6 m		
	avant impôt	impôt	après impôt	avant impôt	impôt	après impôt	avant impôt	impôt	après impôt
Pépinières Cambridge Consultants	1 014	(334)	680	(257)	89	(168)	(699)	238	(461)
Instruments financiers	(2 873)	958	(1 915)	(9 015)	3 005	(6 010)			
Gains et pertes actuariels									
Ecart de conversion	12 759	(1 280)	11 480	(31 939)	2 694	(29 245)	(9 290)	1 571	(7 720)
Autres éléments du résultat global pour la période	10 900	(656)	10 245	(41 211)	5 788	(35 424)	(9 989)	1 809	(8 180)

IV. – ETATS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

	Nombre d'actions	Capital	Primes	Réserves	Variation des justes valeurs et autres	Différences de conversion	Résultat net	Total part du Groupe	Minoritaires	Total
31 décembre 2007	118 201 300	59 101	220 510	90 067	16 487	(10 368)	21 594	397 391	92	397 483
Résultat global de la période				1 570	(461)	(9 279)	6 888	(1 281)	208	(1 073)
Augmentation de capital dans le cadre du plan d'actionnariat salarié	75 437	38	187					225		225
Augmentation de capital								0		0
Paiements en actions			261					261		261
Affectation de l'exercice				21 594			(21 594)	0		0
Autres mouvements				1 035		(20)		1 015	(319)	696
30 juin 2008	118 276 737	59 138	220 958	114 266	16 026	(19 666)	6 888	397 611	(19)	397 592
Résultat global de la période				1 120	(5 718)	(22 286)	4 550	(22 333)	693	(21 641)
Augmentation de capital	24 900 364	12 450	114 088					126 538		126 538
Paiements en actions			245					245		245
Affectation de l'exercice								0		0
Autres mouvements				1 424		(43)		1 381	(432)	949
31 décembre 2008	143 177 101	71 589	335 291	116 810	10 309	(41 995)	11 438	503 442	242	503 684
Résultat global de la période				(1 277)	(1 235)	12 545	(30 208)	(20 175)	(422)	(20 597)
Augmentation de capital	23 571	12	57					69		69
Paiements en actions			544					544		544
Affectation de l'exercice				11 438			(11 438)	0		0
Autres mouvements				534		(303)		231	1 473	1 703
30 juin 2009	143 200 672	71 600	335 892	127 505	9 074	(29 754)	(30 208)	484 110	1 293	485 402

V. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

	2009 (6 mois)	2008 (12 mois)	2008 (6 mois)	2007 (12 mois)
Résultat opérationnel	(20 653)	78 410	35 726	70 649
Dépréciation des écarts d'acquisition	12 067	26 512	13 094	13 870
Résultat opérationnel avant dépréciation des écarts d'acquisition	(8 586)	104 922	48 819	84 519
Dotations aux amortissements et provisions d'exploitation nettes	9 722	12 821	7 690	15 756
Charges et produits liés aux stock options	544	506	261	3 443
Plus ou moins value de cession	352	4 943	142	3 512
Autres produits et charges calculés	(2 159)	6 120	(1 434)	(963)
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt	(128)	129 311	55 477	106 268
Variation des stocks et en cours	(2 891)	285	(1 701)	(389)
Variation des clients et autres débiteurs	65 008	(30 409)	(54 367)	(15 266)
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	(17 236)	2 099	14 314	3 156
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	44 881	(28 025)	(41 753)	(12 499)
Flux net de trésorerie d'exploitation	44 753	101 286	13 724	93 769
Intérêts versés	(14 115)	(22 012)	(14 952)	(23 990)
Intérêts encaissés	1 922	1 146	990	1 125
Impôts payés	(17 194)	(19 813)	(2 838)	(17 405)
Impact cash autres produits et charges financières	(138)	1 568	689	34
Flux net de trésorerie généré par l'activité	15 229	62 176	(2 388)	53 533
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles & incorporelles	(6 915)	(18 865)	(10 069)	(19 687)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles & incorporelles	166	513	688	3 235
Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	(1)	(1 068)	5	(99)
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières (titres non consolidés)	368	(630)	268	1 532
Décaissements liés aux earn-out	(54)	(2 292)	(1 842)	(9 441)
Incidence des variations de périmètre	805	(540)	(22)	(2 925)
Dividendes reçus (sociétés mises en équivalence, titres non consolidés)	0	8	(0)	
Variation des prêts et avances consentis	(2 785)	(2 471)	(2 453)	(3 121)
Subventions d'investissement reçues				24
Autres flux liés aux opérations d'investissement	1 376	1 405	594	2 842
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(7 038)	(23 941)	(12 831)	(27 647)
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentation de capital	69	126 763	224	2 629
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	150 122	862	625	3 923
Remboursements d'emprunts	(202 577)	(102 236)	(17 721)	(38 103)
Autres flux liés aux opérations de financement	(78 043)	(12 088)	(38 603)	57 284
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	(130 428)	13 300	(55 470)	25 720
Incidence des variations des cours des devises	(345)	328	(338)	(905)
Incidence changements de principe comptables				670
Variations de la Trésorerie nette	(122 583)	51 864	(71 027)	51 372
Trésorerie d'ouverture	229 463	177 599	177 599	126 226
Trésorerie de clôture	106 880	229 463	106 571	177 599
Variation de la trésorerie nette	(122 583)	51 864	(71 027)	51 372

Le rapprochement entre le montant de la trésorerie brute apparaissant au bilan et le montant de la trésorerie nette figurant dans le tableau ci-dessus s'établit de la façon suivante :

	juin-09	déc-08	juin-08	déc-07
Equivalents de trésorerie	53 153	147 990	25 741	97 517
Trésorerie	53 727	81 473	80 830	80 082
Trésorerie nette	106 880	229 463	106 571	177 599

VI. ANNEXE DES COMPTES CONSOLIDES**Règles et méthodes comptables**

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2009 sont établis conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » qui permet de présenter une sélection des notes annexes. Ces comptes consolidés semestriels doivent donc être lus conjointement avec l'annexe aux comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2008 incluse dans le document de référence 2008.

Les normes comptables internationales appliquées dans les comptes semestriels résumés au 30 juin 2009 sont celles d'application obligatoire au sein de l'Union Européenne à cette date. Le Groupe n'a pas appliqué par anticipation les normes, les amendements de normes ou interprétations dont l'utilisation n'est pas obligatoire au 30 juin 2009.

Les principes comptables retenus sont identiques avec ceux utilisés pour l'élaboration des comptes consolidés annuels au 31 décembre 2008 présentés dans l'annexe aux comptes consolidés incluse dans le document de référence 2008 à l'exception des points présentés ci-dessous.

Le Groupe a appliqué les normes présentées ci-après qui sont d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2009. L'application de ces normes affecte uniquement le format et l'étendue des informations présentées dans les comptes :

– IAS 1 révisée : Présentation des états financiers / Etat du résultat global consolidé

Cette norme introduit la notion de résultat global total qui présente les variations de capitaux propres de la période, autres que celles résultant de transactions avec les propriétaires agissant en cette qualité. Le Groupe a choisi de présenter l'état du résultat global en deux états (compte de résultat consolidé et état du résultat global consolidé).

– IFRS 8 : Secteurs opérationnels

Cette norme remplace la norme IAS 14 : Information sectorielle et introduit « l'approche de la direction » pour établir l'information sectorielle. Cette norme requiert une modification de la présentation et de la note relative à l'information sectorielle qui est basée sur le reporting interne régulièrement examiné par le principal décideur opérationnel du Groupe, afin d'évaluer la performance de chaque secteur opérationnel et de leur allouer des ressources.

Utilisation d'estimations

Comme indiqué dans le document de référence 2008 au paragraphe 20.1.4, la préparation des comptes nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui peuvent avoir un impact sur la valeur comptable de certains éléments du bilan ou du compte de résultat, ainsi que sur les informations données dans certaines notes de l'annexe. Altran revoit ces estimations et appréciations de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques. Ces estimations, hypothèses ou appréciations sont établies sur la base d'informations ou situations existant à la date d'établissement des comptes, qui peuvent se révéler, dans le futur, différentes de la réalité. Ainsi, à fin juin 2009, les plans d'affaires utilisés pour les activités présentant des indices de perte de valeur intègrent les conséquences estimées à ce stade de la crise économique actuelle. Ce contexte rend plus difficile l'appréhension des perspectives et donc plus complexe la réalisation effective des plans d'affaires utilisés.

Les comptes consolidés semestriels au 30 juin 2009 ainsi que les notes afférentes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration d'Altran Technologies le 28 août 2009.

1. Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers d'Altran Technologies et des 117 filiales qu'elle contrôle. Le Groupe consolide l'ensemble de ses filiales selon la méthode de l'intégration globale à l'exception de la société tunisienne Altran Telnet Corporation intégrée proportionnellement.

Les variations de périmètre n'ont pas d'incidence significative.

2. Saisonnalité de l'activité

L'activité du Groupe n'est pas sujette à saisonnalité et se réalise de manière relativement homogène entre chaque semestre. Les seuls facteurs ayant un impact sont le nombre de jours ouvrés et la prise de congés.

3. Risques et incertitudes

Les risques et incertitudes (IFRS 7) auxquels le Groupe est exposé sont les suivants :

Risque de liquidité

L'endettement financier net du groupe qui s'établit à 198 millions d'euros au 30 juin 2009 est en baisse de 11 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2008 (cf. 5.9).

Les ratios financiers du groupe au 30 juin 2009, tels que définis dans les contrats de crédit moyen terme, sont les suivants :

	30/06/2009
Dette financière nette/fonds propres selon définition du contrat de crédit	0,39
Dette financière nette/EBITDA avant participation (levier financier) selon définition du contrat de crédit	2,15

Il est précisé que l'EBITDA retenu pour le calcul des *covenants* est l'EBITDA glissant sur 12 mois avant participation des salariés et charges de personnel relatives aux paiements en actions (88 millions d'euros) et que la dette financière nette correspond à la dette nette hors participation des salariés et intérêts courus sur dettes obligataires (189 millions d'euros).

L'évolution des ratios financiers du groupe au cours de l'exercice précédent est la suivante :

	30/06/2008	31/12/2008
Dette financière nette/fonds propres selon définition du contrat de crédit	0,83	0,33
Dette financière nette/EBITDA avant participation (levier financier) selon définition du contrat de crédit	2,30	1,14

En vertu d'un accord de l'accord de refinancement bancaire signé par le groupe avec un groupe de banque comprenant BNP Paribas, Crédit Agricole Île-de-France, Natixis et Société Générale, le 4 juillet 2008, le groupe dispose au 30 juin 2009 de lignes de financement amortissables de 139,7 millions d'euros sur 5 ans, intégralement mobilisées.

Les principales caractéristiques de ce crédit sont les suivantes :

- échéance 5 ans à compter du premier tirage ;
- amortissement semestriel à compter de juillet 2009 ;
- rémunération maximale du crédit : EURIBOR + 1,55%.

La mise à disposition de ces lignes est subordonnée au respect des ratios suivants :

	Dettes financières nettes/EBITDA	Dettes financières nettes/Fonds propres
31/12/2008	< 2,7	< 1,0
30/06/2009	< 2,5	< 1,0
31/12/2009	< 2,3	< 1,0
30/06/2010	< 2,1	< 1,0
31/12/2010	< 1,9	< 1,0
30/06/2011	< 1,7	< 1,0
31/12/2011	< 1,5	< 1,0
30/06/2012	< 1,3	< 1,0
31/12/2012 au 31/12/2013	< 1,0	< 1,0

Ce crédit est assorti de clauses de respect de ratios financiers, d'affectation de *cash flow* ou de plafonnement des acquisitions détaillées ci-après pour les principales :

- à compter de l'exercice 2009, affectation à la réduction du crédit du tiers du *cash flow* net consolidé au-delà de 15 millions d'euros (hors éventuelle opération de marché) ;
- limitation des acquisitions à un montant cumulé annuel de 50 millions sauf accord préalable de la majorité des banques prêteuses.

Par ailleurs, le groupe dispose de lignes de financement dans le cadre des contrats d'affacturage d'un montant de 290 millions d'euros (dont 117 millions utilisées) qui ne constituent pas un engagement à terme défini et sont à tacite reconduction.

Le groupe respecte au 30 juin 2009 l'ensemble de ses engagements bancaires (*covenants*). Cependant, si la conjoncture reste incertaine et difficile telle qu'au premier semestre 2009, il ne peut être exclu que le groupe ne puisse respecter l'intégralité de ses ratios bancaires. Dans le cas où l'un de ses ratios ne serait pas respecté, cela se traduira par une renégociation avec les banques sur les conditions, modalités et coûts de leurs concours. Le Groupe ne peut préjuger aujourd'hui du résultat de cette éventuelle renégociation.

Le groupe dispose d'une gestion de trésorerie centralisée, ce qui permet de réduire le risque de liquidité.

Une procédure est mise en œuvre pour la définition des règles d'utilisation des liquidités du groupe dans les filiales et au niveau central, dont l'essentiel des recommandations tient en deux grands principes :

- tous les excédents de cash sont investis exclusivement auprès de la centrale de trésorerie du groupe (GMTS, société de droit français) ;
- GMTS affecte prioritairement ces excédents au remboursement des crédits et/ou utilise des supports monétaires dont la sensibilité et la volatilité sont inférieures à 1% l'an.

Risque de taux

Au 30 juin 2009, l'endettement financier net du groupe est de 197,6 millions d'euros constituée de lignes de financement bancaires moyen terme et de ligne d'affacturage.

Les éléments relatifs à l'échéancier des emprunts et dettes financières figurent dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	À moins de 1 an	1 an à 5 ans	Plus de 5 ans
Passifs financiers	178	127	-
Actifs financiers	107	-	-
Position nette avant gestion	71	127	-
Hors bilan (couverture de taux)	200	200	-

Au terme de la convention de crédit signée en juillet 2008, le groupe a pris l'engagement de mettre en place un contrat de couverture de taux d'intérêt destiné à couvrir au moins 50% de l'engagement total du crédit revolving pour une durée minimum de 3 ans. Compte tenu du niveau d'endettement du groupe, constitué de lignes de crédit moyen terme et de ressources d'affacturage toutes indexées sur des taux variables, il a été décidé de mettre en place un *swap* de 200 millions d'euros sur 3 ans ayant pour effet de transformer son endettement net à taux variable en un endettement à taux fixe.

Au 30 juin 2009, les principales caractéristiques de ces contrats de couverture sont les suivantes :

	Date départ	Date échéance	Type	Taux fixe	Nominal	Taux initial	Devise
SG	02/01/2009	02/01/2012	<i>Swap</i>	4,2925 %	50 000 000	EURIBOR3M	EUR
BNP	02/01/2009	02/01/2012	<i>Swap</i>	4,3050 %	50 000 000	EURIBOR3M	EUR
CA	02/01/2009	02/01/2012	<i>Swap</i>	4,2900 %	50 000 000	EURIBOR3M	EUR
NATIXIS	02/01/2009	02/01/2012	<i>Swap</i>	4,2700 %	50 000 000	EURIBOR3M	EUR

Risque de change

L'essentiel des actifs en devises du groupe est constitué par ses participations dans les pays hors zone Euro (principalement États-Unis, Brésil, Royaume-Uni, Suède et Suisse).

Le montant des dettes financières contractées en devise hors zone Euro est nul au 30 juin 2009.

Au 1^{er} semestre 2009, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires de 123 millions d'euros en dehors de la zone Euro. Les recettes et les coûts des prestations intellectuelles délivrées aux clients étant libellés dans les mêmes devises, aucune politique systématique de couverture du risque de change n'est mise en place au sein du groupe.

Engagements en devises au 30 juin 2009 (en millions d'euros)

Devise	Actif	Passif	Position nette en devises	Cours au 30/06/2009	Position nette en euro avant gestion	Hors bilan	Position nette en euro après gestion	Sensibilité *
USD	93,4	-	93,4	1,4134	66,1	-	66,1	0,7
GBP	52,7	(21,7)	31,0	0,8521	36,4	-	36,4	0,4
CHF	64,2	(0,1)	64,1	1,5265	42,0	-	42,0	0,4
SEK	-	(20,7)	(20,7)	10,8125	(1,9)	-	(1,9)	0,0
SGD	23,4	-	23,4	2,0441	11,5	-	11,5	0,1

* Sensibilité à une variation d'1% de la devise.

Risque sur les actifs incorporels

Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet d'un test de perte de valeur au 31 décembre de chaque année et lors d'arrêtés intermédiaires en cas d'apparition d'indices de pertes de valeur.

Les pertes de valeur constatées en compte de résultat s'élèvent à 12,1 millions d'euros au 30 juin 2009 à comparer à 13,1 millions d'euros au titre du 1^{er} semestre 2008 et 13,4 millions d'euros au titre du 2nd semestre 2008.

Au 30 juin 2009, les pertes de valeur constatées ont porté sur 3 Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). La valeur nette comptable avant perte de valeur constatée au 30 juin 2009 des écarts d'acquisition s'élève à 440,6 millions d'euros.

Pour la réalisation des tests sur écarts d'acquisition au 30 juin 2009, ayant amené à constater les pertes de valeur ci-dessus, il a été retenu un taux d'actualisation après impôt (WACC) de 9.10% (contre 9.32% au 31 décembre 2008 et 9,69% au 30 juin 2008), soit un taux d'actualisation avant impôt de l'ordre de 10%, et un taux de croissance de chiffre d'affaires à l'infini de 3%.

Les résultats des tests de sensibilité pratiqués sur les dépréciations des écarts d'acquisition sont résumés dans le tableau ci-dessous :

Taux WACC		8,10%	9,10%	10,10%
Croissance infini	3,00 %	7,7	12,1	38,0
Croissance infini	2,00 %		21,2	

Risque environnement

Altran Technologies est une société de prestation de services intellectuels. Les risques liés à l'environnement sont donc faibles.

Risque juridique

Il n'y a pas eu de changements significatifs par rapport aux risques juridiques détaillés pages 144 et 145 du document de référence 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 23 avril 2009 sous le numéro D09-300.

Risque lié à la gestion de la dette obligataire convertible (OCEANEs)

L'obligation convertible remboursable en janvier 2009 d'un montant initial de 230 millions d'euros a été intégralement remboursée à son terme le 2 janvier 2009 pour 192,3 millions d'euros.

Le groupe n'a plus à ce jour d'instrument de dette de ce type à son bilan.

Risques particuliers liés à l'activité

L'ensemble des risques liés à l'activité est détaillé aux pages 149 à 151 du document de référence 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 23 avril 2009 sous le numéro D09-300.

Il n'y a pas de changements significatifs dans l'appréciation que fait le groupe de ces différents risques hormis sur :

- les risques liés au personnel ;
- les risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de réduction des coûts.

Risques liés à la gestion du personnel

Dans les secteurs du conseil en innovation et technologies et des services informatiques, le personnel est quasi exclusivement composé d'ingénieurs hautement qualifiés souvent très recherchés sur le marché du travail dans leurs domaines de compétence respectifs. La capacité du groupe à croître dépend, pour une large part, de sa capacité à attirer, motiver et/ou à retenir ce personnel hautement qualifié possédant les compétences et l'expérience nécessaire et également de sa faculté d'adapter ses ressources au niveau de la demande de ses clients.

Dans l'environnement actuel, caractérisé par des difficultés importantes chez certains des clients du groupe et une visibilité très faible, la capacité du groupe à adapter ses effectifs au niveau de la demande est un enjeu majeur.

Des plans d'adaptation des ressources ont été mis en place dans tous les pays et il a été décidé de mettre en œuvre en France un Plan Personnalisé de Départ Volontaire centré sur les activités automobiles qui devrait se traduire par une réduction importante du nombre de consultants de ce secteur.

En dépit de ces mesures, il ne peut être exclu dans l'environnement économique actuel que le groupe ne puisse adapter ses ressources au niveau des demandes de ses clients aussi rapidement que nécessaire, ce qui pourrait affecter l'activité, la situation financière et les perspectives du groupe.

Par ailleurs, le groupe pourrait ne pas être en mesure de répercuter dans ses tarifs, immédiatement ou à terme, les hausses salariales qu'il pourrait être amené à consentir à ses salariés notamment dans le cas d'une modification substantielle des réglementations du travail ou dans un contexte de tensions sur les marchés du travail dans certains secteurs.

Risques liés à la mise en œuvre de la stratégie de réduction des coûts

Dans le cadre de son plan d'efficacité opérationnelle 2007/2009 et de ses perspectives, le groupe s'est plus particulièrement fixé pour objectif de réduire ses coûts indirects en mettant en place plusieurs dispositifs dont notamment la restructuration juridique du groupe par la réduction du nombre de filiales.

Les actions engagées par le groupe impliquent notamment la réalisation de fusions de sociétés filiales, le dégagement de synergies et d'économies d'échelle, la mise en œuvre et/ou l'optimisation de normes, contrôles et procédures ainsi que le déploiement de nouveaux outils.

Depuis le début de l'année 2009, les efforts de réduction des coûts ont été poursuivis et renforcés comme le montre la baisse continue du poids des coûts indirects dans le chiffre d'affaires (23,3% au 1^{er} semestre 2009 contre 23,8% en 2008). Cependant, compte tenu des incertitudes liées à l'environnement économique général et la faible visibilité de l'activité, il ne peut être donné de garantie sur le poids futur de ces derniers dans le chiffre d'affaires du groupe.

Risque lié à la couverture d'assurance des activités du groupe

Il n'y a pas de changements significatifs dans l'appréciation que fait le groupe du risque lié à la couverture d'assurance des activités du groupe tel qu'il est inséré page 151 du document de référence 2008 déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 23 avril 2009 sous le numéro D09-300.

Risque sur placement

L'essentiel des liquidités disponibles est investi dans :

- des SICAV Monétaires ;
- des titres de créances négociables ;
- des comptes en devises rémunérés (GBP, USD et CHF) ;
- des bons de capitalisation.

Les bons de capitalisation sont rémunérés à taux fixe aux alentours de 5% alors que l'ensemble des autres placements est rémunéré sur la base du taux monétaire au jour le jour ou du LIBOR pour les devises. La sensibilité de ces placements, pour une variation de l'indice de référence (EONIA ou LIBOR) de 10%, est de 0,1%.

Le groupe détenait au 30 juin 2009 des valeurs mobilières de placement dont la valeur de marché s'élevait à 53 millions d'euros.

4. Evénements survenus au cours du 1^{er} semestre 2009

Poursuite du plan d'efficacité opérationnelle 2007/2009 et du plan stratégique « Action 4 »

Altran poursuit la mise en œuvre du plan d'efficacité opérationnelle 2007/2009 annoncé lors de son Assemblée Générale Annuelle des Actionnaires du 29 juin 2007 visant à améliorer la performance du groupe et à réduire de manière sensible ses coûts indirects.

Dans le contexte économique actuel, la mise en œuvre de ce plan a été accentuée, ce qui a permis, en dépit de la baisse du chiffre d'affaires, de réduire à nouveau le taux de frais généraux groupe qui s'établit à 23,3% au 1^{er} semestre 2009 contre 23,8 % en 2008 et 26,3% en 2007.

Le plan stratégique « Action 4 », lancé en janvier 2008 vise à accélérer le développement du groupe en matière de croissance, de valorisation de ses savoir-faire et de positionnement haut de gamme des services offerts.

Il s'inscrit au cœur de la stratégie de croissance et de profitabilité du groupe et doit permettre en particulier de préparer la sortie de la crise financière et économique mondiale actuelle en se fondant sur les quatre axes suivants :

- un développement dopé par une organisation plus collaborative et orientée client ;
- une capacité financière améliorée par une organisation plus compacte, plus lisible. A ce titre, le groupe a simplifié sa structure juridique au cours du 1^{er} semestre 2009 par le biais de fusions en Belgique, au Luxembourg, aux Pays-Bas et au Portugal ;
- le maintien d'une forte différenciation client, notamment par la montée en gamme des offres et par un développement rapide de nouveaux modes d'engagement ;
- la volonté de demeurer un employeur de référence, renforcée par le redéploiement de la marque Altran.

Mesures d'adaptation pour répondre à la dégradation de l'environnement économique

Afin de faire face à la dégradation de l'environnement économique depuis la fin 2008 et à la faible visibilité de l'activité, des plans d'actions spécifiques ont été mis en place dès avant le début de l'année et ont été multipliés et accélérés au cours du 1^{er} semestre 2009. Ces plans ont pour objectifs de :

- réduire au plus vite le nombre des inter-contrats et adapter les effectifs à la réalité de la situation, au travers notamment d'actions de renforcement de la mobilité interne en particulier par la formation, de recours au chômage partiel, de mise en place de plans de départs volontaires, de contrôle des recrutements ;
- poursuivre, renforcer et accélérer avec détermination la politique de diminution des frais généraux.

Ces mesures ont occasionné 11,4 millions d'euros de charges et de dotations nettes de provision au cours du 1^{er} semestre 2009 et ont permis de réduire les coûts opérationnels et de compenser en partie la baisse du chiffre d'affaires.

En France, un Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) a été annoncé dès fin juin, centré sur l'activité automobile (cf. §10 – Evénements post-clôture).

Acquisitions

En application du protocole d'accord du 12 décembre 2008, Altran Technologies a finalisé le 9 janvier 2009 la prise de contrôle de la société française NSI et détient désormais 73,70% du capital et des droits de vote de la société.

Par ailleurs, le groupe Altran a fait l'acquisition le 26 mai 2009 d'une société de 5 personnes spécialisée dans la Business Intelligence aux Pays-Bas. L'activité de cette société a depuis été intégrée à celles de la société Altran B.V.

OCEANE

Altran Technologies a procédé le 2 janvier 2009 au remboursement intégral des OCEANE 2009 pour un montant de 192,3 millions d'euros sur un montant initial de 230 millions d'euros.

5. Notes relatives à certains postes du bilan

5.1. Ecart d'acquisition nets

L'évolution de la valeur nette des écarts d'acquisition s'analyse de la façon suivante :

Solde au 31 décembre 2008	431 413
Compléments de prix	1 210
Pertes de valeur	(12 067)
Variation de périmètre	671
Variation de change	7 326
Autres mouvements	
Solde au 30 juin 2009	428 553

L'augmentation des écarts d'acquisition, pour un montant s'élevant à 1 210 milliers d'euros, concerne deux sociétés uniquement.

La variation de périmètre est relative aux deux acquisitions mentionnées au paragraphe 3.

Les Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) présentant des indices de perte de valeur au 30 juin 2009 ont fait l'objet d'un test de dépréciation.

Les pertes de valeur constatées en compte de résultat s'élèvent à 12 067 milliers d'euros au premier semestre 2009 et ont porté sur 3 Unités Génératrices de Trésorerie.

Le taux d'actualisation (« WACC ») utilisé au 30 juin 2009 est de 9.10%.

La mise en œuvre de la norme IFRS 8 n'a pas conduit à réallouer des goodwill entre UGT.

5.2. Immobilisations incorporelles

	Marques	Frais de Développement	Logiciels	Autres	TOTAL
Au 31 décembre 2008					
Valeur brute à l'ouverture	34 519	4 785	22 912	910	63 126
Amortissements et provisions	(1 975)	(2 523)	(17 424)	(435)	(22 357)
Valeur nette à l'ouverture	32 544	2 262	5 488	475	40 769
Mouvements sur la période :					
Acquisitions	240	806	844	250	2 140
Cessions	0		(13)	0	(13)
Dotations nettes aux amortissements et provisions	(125)	(494)	(1 691)	(25)	(2 335)
Variation de périmètre	21	0	64	0	85
Variation de change	1	28	106	3	138
Autres mouvements	0	0	354	(350)	4
TOTAL MOUVEMENTS (valeur nette) :	137	340	(336)	(122)	19
Au 30 Juin 2009					
Valeur brute à la clôture	34 607	5 577	24 621	704	65 509
Amortissements et provisions	(1 926)	(2 975)	(19 469)	(351)	(24 721)
Valeur nette à la clôture	32 681	2 602	5 152	353	40 788

La marque Arthur D. Little est valorisée dans les comptes consolidés à 31 968 milliers d'euros.

5.3. Immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Installations générales, agencements et aménagements	Matériel de bureau et informatique et mobilier	Autres	Total
Au 31 décembre 2008						
Valeur brute à l'ouverture	383	12 655	25 360	62 136	2 104	102 638
Amortissements et provisions		(5 322)	(13 656)	(43 271)	(1 301)	(63 550)
Valeur nette à l'ouverture	383	7 333	11 704	18 865	803	39 088
Mouvements sur la période :						
Acquisitions		228	1 617	2 612	150	4 607
Cessions		0	(224)	(61)	(36)	(321)
Dotations nettes aux amortissements et provisions		(159)	(1 215)	(4 103)	(123)	(5 600)
Variation de périmètre		2	28	84	0	114
Variation de change		544	176	352	41	1 113
Autres mouvements		(21)	(18)	139	(127)	(27)
Total mouvements de la période	0	594	364	(977)	(95)	(114)
Au 30 Juin 2009						
Valeur brute à la clôture	383	13 790	25 804	67 294	2 072	109 343
Amortissements et provisions		(5 863)	(13 736)	(49 406)	(1 364)	(70 369)
Valeur nette à la clôture	383	7 927	12 068	17 888	708	38 974

Le Groupe détient en propre des immeubles en France, en Italie, au Royaume-Uni et au Venezuela pour un montant de 8,3 millions d'euros.

Il n'existe pas d'immobilisation corporelle entièrement amortie qui soit encore utilisée pour des montants significatifs.

Pour le premier semestre 2009, les dotations nettes aux amortissements relatives aux immobilisations corporelles s'élèvent à 5 600 milliers d'euros, soit une dotation de 5 635 milliers d'euros incluse dans les « dotations nettes aux amortissements et provisions » et une reprise de 35 milliers d'euros incluse dans le « résultat opérationnel non récurrent ».

5.4. Actifs financiers non courants

Les actifs financiers non courants se décomposent comme suit :

	30/06/2009	31/12/2008
Disponibles à la vente		
Pépinière Cambridge Consultants	4 324	2 809
Prêts et créances générés par le Groupe		
Actifs de fonds de pension	9 071	8 849
Prêts efforts construction	5 841	4 812
Dépôts et cautionnements	9 340	9 837
	24 252	23 498
Total	28 576	26 307

5.4.1. Actifs classés en « disponibles à la vente »

Au cours du premier semestre 2009, la variation de 1 515 milliers d'euros s'explique par la réévaluation à la juste valeur des titres détenus par la société britannique CCL au titre de son activité de pépinière d'entreprises.

5.4.2. Prêts et créances générés par le Groupe

Les autres prêts et créances générés par le Groupe sont constitués par des actifs de fonds de pension, des prêts efforts construction et des dépôts et cautionnements.

5.5. Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont à échéance d'un an au plus.

	30/06/09			31/12/08		
	Total	Echues	Non échues	Total	Echues	Non échues
Clients et comptes rattachés nets	449 951	100 455	349 496	510 626	99 296	411 330

Le Groupe reste responsable du recouvrement des créances clients cédées dans le cadre de contrats d'affacturage. Aussi ces créances sont-elles maintenues à l'actif avec une contrepartie en « Passifs financiers courants ».

Leur comptabilisation impacte les comptes de la manière suivante :

	Actif	
	30/06/2009	31/12/2008
Clients et comptes rattachés	154 442	248 462
Annulation du dépôt de garantie	(37 641)	(43 964)
	116 801	204 498

	Passif	
	30/06/2009	31/12/2008
Passifs financiers courants	116 801	204 498
	116 801	204 498

5.6. Autres créances

Ce poste comprend notamment les créances fiscales et les autres créances d'exploitation.

5.7. Actifs financiers courants

Ce poste comprend des dépôts et cautionnements dont l'échéance est inférieure à un an.

5.8. Capitaux propres et résultat par action

Au 30 juin 2009, le capital social d'Altran Technologies s'élève à 71 600 336 euros, divisé en 143 200 672 actions ordinaires. Au cours de la période close le 30 juin 2009, le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation s'est élevé à 143 196 089 actions et le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et dilutives s'est élevé à 143 196 089 actions.

COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL	Nombre	Valeur nominale
Actions composant le capital social en début de période	143 177 101	0,5 euro
Actions composant le capital social en fin de période	143 200 672	0,5 euro

	30/06/09	31/12/08	30/06/08
Résultat net revenant à Altran Technologies	(30,208)	11,438	6,888
Impact des paiements en actions ayant un effet dilutif	544	506	2,000
Actions ordinaires	143 196 089	128 831 328	118 925 791
Options attribuées avec effet dilutif		785 678	1 999 780
Résultat par action (euro)	-0.21	0.09	0.06
Résultat dilué par action (euro)	-0.21	0.09	0.06

- ✓ Les options attribuées avec effet dilutif estimé à ce jour concernent les plans de souscription d'actions dont le prix d'exercice est inférieur au cours moyen du 1^{er} semestre 2009 de l'action, à savoir :
 - Néant
- ✓ Les instruments suivants dont le prix d'exercice est supérieur au cours moyen du 1^{er} semestre 2009 pourraient éventuellement diluer le résultat de base par action dans le futur, mais ne sont pas inclus dans le calcul du résultat dilué par action ci-dessus :
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en mars 2003 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 1 055 677 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en juin 2003 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 174 524 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en juin 2004 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 1 296 639 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en juin 2005 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 132 369 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en décembre 2005 portant respectivement sur un maximum d'options de souscription d'actions de 1 336 380 ;
 - plans d'options de souscriptions d'actions mis en place en décembre 2007 portant sur un maximum d'options de souscription d'actions de 2 220 829.

Les caractéristiques des plans d'options de souscriptions d'actions et de l'emprunt obligataire sont présentées dans l'annexe des comptes consolidés 2008.

Par ailleurs, le Groupe a mis en place un plan d'actions gratuites en décembre 2007 portant au 30 juin 2009 sur un maximum d'actions gratuites de 661 990 dont l'émission ne produirait aucun effet dilutif.

5.9. Endettement financier net

	30/06/09	31/12/08
Trésorerie et équivalents de trésorerie	106 880	229 463
Trésorerie Passive		
Trésorerie Nette	106 880	229 463
Emprunts obligataires convertibles (+1an)		
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)	120 076	13 474
Autres passifs financiers non courants	6 714	9 392
Emprunts obligataires convertibles (-1an)		
Emprunts obligataires courants		192 345
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit courants	33 620	1 209
Concours bancaires (*)	141 484	219 315
Autres dettes financières courantes	2 614	1 988
Endettement Financier Brut	304 508	437 723
Endettement Financier Net	(197 628)	(208 260)

(*) : y compris affacturage (voir détail au paragraphe 5.5.)

L'endettement financier net correspond à la différence entre le total des passifs financiers et la trésorerie et équivalents de trésorerie.

Par rapport au 31 décembre 2008, la dette nette du Groupe a diminué de 10 632 milliers d'euros pour s'établir à 197 628 milliers d'euros au 30 juin 2009.

Equivalents de trésorerie

La valeur de marché des équivalents de trésorerie au 30 juin 2009 s'élève à 53 153 milliers d'euros et se décompose comme suit :

	31/12/08	30/06/09
Certificats de dépôts	40 000	30 000
Sicav et FCP	107 982	23 153
Autres	8	
Total	147 990	53 153

Echéancier de l'endettement financier brut

Le tableau ci-après présente une répartition, y compris intérêts courus et après prise en compte des effets des instruments de couverture, de l'endettement financier brut par catégorie et par échéance annuelle contractuelle :

	Moins d'1 an	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 4 ans	Entre 4 et 5 ans	Au delà
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit (+ 1 an)		31 769	31 769	31 769	24 769	
Autres passifs financiers non courants		1 446	2 539	2 696	33	
Passifs financiers long terme		33 215	34 308	34 465	24 802	
Emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit courants	33 620					
Concours bancaires	141 484					
Autres dettes financières courantes	2 614					
Passifs financiers court terme	177 718					
Total	177 718	33 215	34 308	34 465	24 802	

L'échéancier des dettes financières se résume comme suit au 30 juin 2009 :

- à moins d'un an : 58,36%
- de 1 à 5 ans : 41,64%
- à plus de 5 ans : 0,0%

Principales évolutions des lignes de crédit

Altran a signé le 4 juillet 2008 un accord avec ses banquiers assurant un accès complet à des lignes de crédit représentant 139,7 millions d'euros au 30 juin 2009 et dont la maturité est présentée ci-dessous :

En millions d'euros	déc-08	juin-09	déc-09	juin-10	déc-10	juin-11	déc-11	juin-12	déc-12	juin-13	déc-13
Révolving Tranche A	26,0	23,1	20,2	17,3	14,4	11,6	8,7	5,8	2,9	0,0	0,0
Révolving Tranche B	124,0	111,6	99,2	86,8	74,4	62,0	49,6	37,2	24,8	12,4	0,0
Total	150	134,7	119,4	104,1	88,8	73,6	58,3	43,0	27,7	12,4	0,0
CADIF Renégocié	5,0	5,0	4,4	3,8	3,2	2,6	2,0	1,4	0,8	0,2	0,0
Total général	155,0	139,7	123,8	107,9	92,0	76,2	60,3	44,4	28,5	12,6	0,0

Au 30 juin 2009, l'intégralité des lignes de crédit moyen terme était mobilisée, soit 139,7 millions d'euros (Cf. 3. Risque de liquidité).

La majorité des dettes financières auprès des établissements de crédit est contractée à taux variable essentiellement indexé sur le taux de référence EURIBOR ou EONIA mais une politique de couverture a été mise en place.

La juste valeur des swap de taux a impacté négativement les capitaux propres pour un montant net de 1 915 milliers d'euros (montant brut : -2 890 milliers d'euros / impôt différé : +975 milliers d'euros).

5.10. Provisions pour risques et charges

L'évolution des provisions pour risques et charges court et long terme sur la période s'analyse comme suit :

	31/12/2008	Dotations de l'exercice	Reprise (prov. utilisée)	Reprise (prov. non utilisée)	Variations de change	Variations de périmètre	Autres variations	30/06/2009
Provision litiges sociaux	4 259	1 325	(817)	(30)	222		(152)	4 807
Provision autres litiges	2 694	210	(64)		21		398	3 259
Provisions pour garanties	211				26			237
Provision litiges et pénalités fiscales	153	1			12		65	231
Provision sur pertes à terminaison		13						13
Provision autres risques > 1 an	3 934	22		(2 413)	66	200	(200)	1 609
Provision pour restructuration	311	1 106	(300)		(34)		13	1 096
Autres provisions pour charges	469							469
Total long terme	12 031	2 677	(1 181)	(2 443)	313	200	124	11 721
Provision litiges sociaux	6 053	552	(1 668)		11		(310)	4 638
Provision autres litiges	244	8	(92)				(11)	149
Provisions pour garanties							305	305
Provision litiges et pénalités fiscales	145	17	(4)				(1)	157
Provision sur pertes à terminaison	111	153	(77)					187
Provision autres risques	4 349	684	(734)	(127)		(52)	(106)	4 014
Provision pour restructuration	10 048	9 025	(7 007)		203			12 269
Provision autres charges	9 461		(68)		(14)		295	9 674
Total court terme	30 411	10 439	(9 650)	(127)	200	(52)	172	31 393

Provisions pour restructuration

L'évolution des provisions pour restructuration s'analyse comme suit :

Plan Albatros 2005	31/12/08	Dotations	Reprises	Ecart de change	30/06/09
Coûts salariaux	2 248		(321)	12	1 939
Rationalisation des baux locatifs	155		(23)	24	156
Autres					
Total	2 403		(344)	36	2 095

Plan de performance 2007/2009	31/12/08	Dotations	Reprises	Ecart de change	30/06/09
Coûts salariaux	4 564	1 371	(2 670)	11	3 276
Rationalisation des baux locatifs	3 304	397	(1 104)	234	2 831
Autres	88	362	(69)	4	385
Total	7 956	2 130	(3 843)	249	6 492

Plan Effet Crise 2009	31/12/08	Dotations	Reprises	Ecart de change	30/06/09
Coûts salariaux		5 306	(2 814)	(12)	2 480
Rationalisation des baux locatifs		2 040	(61)	(44)	1 935
Autres		455	(77)	(7)	371
Total		7 800	(2 952)	(63)	4 786

5.11. Avantages du personnel

Les dettes relatives aux avantages du personnel courants et non courants se présentent comme suit :

	30/06/2009	31/12/2008	Variation
Personnel et organismes sociaux	162 620	156 792	5 828
Autres avantages postérieurs à l'emploi courant (*)		8	(8)
	162 620	156 800	5 820
Avantages du personnel non courants	32 613	30 454	2 159
Autres avantages postérieurs à l'emploi non courants (*)	2 273	2 088	185
	34 886	32 542	2 344
Total	197 506	189 342	8 164

(*) : Avantages du personnel éligibles à IAS 19

L'engagement total du Groupe au titre des régimes de retraites et des avantages postérieurs à l'emploi, comptabilisés en « avantages du personnel non courants », porte essentiellement sur la France, l'Italie, l'Allemagne, le Japon et les Pays-Bas.

Les actifs de couverture sont essentiellement localisés en Allemagne, aux Pays-Bas et au Japon. Ils sont essentiellement composés des fonds de communs de placement, actifs généraux de compagnies d'assurances ou actions.

5.12. Fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes fournisseurs sont à échéance d'un an au plus.

	30/06/09			31/12/08		
	Total	Echues	Non échues	Total	Echues	Non échues
Fournisseurs et comptes rattachés	63 791	14 411	49 380	66 396	6 794	59 602

5.13. Autres dettes courantes

Ce poste comprend essentiellement la part facturée d'avance des produits et services concourant au chiffre d'affaires.

5.14. Dettes sur titres court terme

Ce poste est composé des compléments de prix restant à payer.

6. Notes relatives au compte de résultat

6.1. Information sectorielle au 30 juin 2009

En application de la norme IFRS 8 entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009, le Groupe présente désormais la segmentation de son activité selon son pilotage opérationnel et non plus en fonction de la géographie. L'impact le plus significatif de cette nouvelle norme comptable réside dans la création d'une zone « Arthur D. Little » au côté des zones géographiques. Antérieurement à 2009, chaque société Arthur D. Little était rattachée à son pays d'appartenance.

Les zones se définissent ainsi :

- France
- Nord : Allemagne, Autriche, Benelux, Danemark, Irlande, Norvège, pays de l'Est, Royaume-Uni, Suède, Suisse
- Sud : Brésil, Espagne, Italie, Portugal, Venezuela
- Reste du monde : Amérique du Nord, Asie, Tunisie
- Arthur D. Little

Information sectorielle (en millions d'euros)

Au 30/06/09	France	Nord	Sud	Reste du monde	Arthur D. Little	Elim. inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires							
Externe	320	182	148	19	52		721
Intersecteurs	9	3	2	1	1	(16)	0
Total chiffre d'affaires	329.4	184.9	149.3	20.5	53.1	(16.1)	721.1
Total produits d'exploitation	330	185	150	20	53	(16)	722
Total charges d'exploitation	(326)	(178)	(139)	(24)	(63)	16	(714)
Résultat opérationnel courant	4.2	7.5	10.6	(3.2)	(10.0)	(0.2)	8.9
% Résultat opérationnel courant	1.3%	4.0%	7.1%	-15.7%	-18.9%		1.2%
Actifs par zone							
Actifs non alloués	1,081	252	197	15	303	(608)	1,240
Titres mis en équivalence							
Total actif	1,081	252	197	15	303	(608)	1,240

Au 30/06/08	France	Nord	Sud	Reste du monde	Arthur D. Little	Elim. inter-secteur	Total
Chiffre d'affaires							
Externe	354	212	152	23	89		831
Intersecteurs	8	3	2	1	1	(15)	0
Total chiffre d'affaires	362.5	215.7	154.2	24.6	89.6	(15.5)	831.1
Total produits d'exploitation	363	216	154	25	89	(15)	831
Total charges d'exploitation	(340)	(196)	(142)	(27)	(83)	15	(772)
Résultat opérationnel courant	22.5	19.2	12.6	(2.0)	6.4	0.1	58.7
% Résultat opérationnel courant	6.2%	8.9%	8.2%	-8.2%	7.2%		7.1%
Actifs par zone							
Actifs non alloués	1,186	334	232	37	324	(752)	1,361
Titres mis en équivalence							
Total actif	1,186	334	232	37	324	(752)	1,361

La France intègre les filiales opérationnelles et le siège social du Groupe regroupant les organes de direction et les services transverses.

Le chiffre d'affaires au premier semestre 2009 s'établit à 721,1 millions d'euros, en baisse de 13,2% par rapport au premier semestre 2008 (-11,5% à taux de change et périmètre constants).

La diminution du chiffre d'affaires (-13,2%) entre les deux premiers semestres 2008 et 2009 touche à des degrés différents l'ensemble des secteurs et en particulier Arthur D. Little. Cependant, le Sud résiste bien (-3% par rapport au premier semestre 2008) et serait en légère hausse de +1,1 % à taux de change et périmètre constants.

6.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires se décompose comme suit :

	juin-09	juin-08	Variation
Ventes de biens	3 765	2 347	60.4%
Prestations de services	716 801	828 613	(13.5%)
Redevances	520	137	279.6%
Total	721 086	831 097	(13.2%)

6.3. Charges externes

Au 30 juin 2009, les charges externes se décomposent comme suit :

	juin-09	juin-08	Variation
Sous-traitance	50 076	55 253	(9.4%)
Locations simples et charges annexes	30 069	29 704	1.2%
Formation	(358)	5 655	(106.3%)
Honoraires et services externes	13 533	23 769	(43.1%)
Transports, voyages, déplacements	31 520	41 064	(23.2%)
Autres achats et services extérieurs	20 943	22 361	(6.3%)
Total	145 783	177 806	(18.0%)

L'analyse des variations est détaillée dans le rapport d'activité au paragraphe 2 « Charges opérationnelles courantes ».

6.4. Charges de personnel

Au 30 juin 2009, les charges de personnel se décomposent comme suit :

	juin-09	juin-08	Variation
Traitements et salaires (y compris charges sociales)	545 974	567 298	-3.76%
Participation des salariés	147	1 177	-87.51%
	546 121	568 475	-3.93%
Charges relatives à des paiements en actions	544	261	108.43%
Avantages du personnel long terme	3 346	2 951	13.39%
Total	550 011	571 687	-3.79%

Paiements en actions

Les plans de stock-options sont présentés dans l'annexe des comptes consolidés de l'exercice 2008.

6.5. Dotations aux amortissements et provisions nettes

	30/06/09	31/12/08	30/06/08
	6m	12m	6m
Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	(7 970)	(16 688)	(8 127)
Provisions sur actif circulant	1 198	(1 395)	(2 161)
Provisions pour risques et charges	3 099	3 046	426
Total	(3 673)	(15 037)	(9 862)

La reprise nette de provisions sur actif circulant de 1 198 milliers d'euros est à rapprocher d'une charge sur créances irrécouvrables de 1 301 milliers d'euros.

6.6. Autres produits et charges opérationnels non récurrents

	2009	2008
	6m	12m
Résultat de cession de la pépinière Cambridge Consultants Ltd		23
Résultat de cession des immobilisations corporelles & incorporelles	(45)	(75)
Résultat de cession & liquidation des titres consolidés	(185)	(3 589)
Provisions pour impôts divers		2 044
Indemnités versées anciens vendeurs		(2 220)
Reprise de provision sur litiges		671
Autres	70	(11)
Charges de restructuration	(14 522)	(17 742)
Dotations nettes de reprises	(2 791)	(1 200)
Total	(17 474)	(22 099)

Le résultat opérationnel non récurrent de -17 474 milliers d'euros comprend un impact net de 17 313 milliers d'euros au titre des plans de restructuration initiés en 2005, 2007 et 2009 dont une analyse par nature vous est présentée ci-dessous :

Coûts de restructuration

2009	2008
6m	12m

Charges de restructuration

<i>Plan albatros 2005</i>		
Mises au rebut des agencements		(41)
Coûts salariaux	273	(1 275)
Rationalisation baux locatifs	(23)	(139)
Autres		(9)
	249	(1 464)
<i>Plan de performance 2007</i>		
Mises au rebut des agencements	(121)	(1 239)
Coûts salariaux	(7 064)	(10 942)
Rationalisation baux locatifs	(634)	(2 006)
Autres	(368)	(2 091)
	(8 188)	(16 278)
<i>Plan Effet Crise</i>		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux	(6 400)	
Rationalisation baux locatifs	(59)	
Autres	(125)	
	(6 584)	
	(14 522)	(17 742)

Dotations nettes de reprises

<i>Plan albatros 2005</i>		
Mises au rebut des agencements		12
Coûts salariaux	321	2 085
Rationalisation baux locatifs	23	146
Autres		
	344	2 243
<i>Plan de performance 2007</i>		
Mises au rebut des agencements	35	633
Coûts salariaux	1 271	(2 758)
Rationalisation baux locatifs	705	(1 230)
Autres	(298)	(88)
	1 713	(3 443)
<i>Plan Effet Crise</i>		
Mises au rebut des agencements		
Coûts salariaux	(2 492)	
Rationalisation baux locatifs	(1 979)	
Autres	(378)	
	(4 848)	
	(2 791)	(1 200)

6.7. Coût de l'endettement financier net

	30/06/09	30/06/08
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		
Produits d'intérêts générés par la trésorerie et les équivalents de trésorerie	1 922	990
Résultat de cession d'équivalents de trésorerie	892	982
	2 814	1 972
Coût de l'endettement financier brut		
Charges d'intérêts relatifs aux emprunts obligataires	12	(8 384)
Charges d'intérêts sur autres opérations de financement	(8 322)	(5 987)
	(8 310)	(14 371)
Coût de l'endettement financier net	(5 496)	(12 399)

Le coût de l'endettement financier net de 5 496 milliers d'euros inclut principalement les intérêts sur découverts et crédits moyen terme pour 8 322 milliers d'euros.

6.8. Autres produits et charges financières

	30/06/09	30/06/08
Produits financiers		
Produits financiers d'actualisation	125	115
Profit sur dérivés de trading		9
Gain de change	4 045	3 549
Reprise prov. dépréciation des titres non consolidés et des autres actifs financiers non courants	730	8
Gains sur instruments financiers	98	
Autres produits financiers	34	108
	5 032	3 789
Charges financières		
Perte sur cession des autres immobilisations financières	(730)	
Dépréciation des titres non consolidés et des autres actifs financiers non courants	(127)	
Perte de change	(6 413)	(5 233)
Charges financières d'actualisation	(366)	(332)
Pertes sur instruments financiers	(448)	(138)
Autres charges financières	(81)	(320)
	(8 165)	(6 023)

6.9. Charge d'impôt

Les différences entre l'impôt sur les résultats pris en charge et l'impôt théorique obtenu en appliquant le taux d'imposition français sont les suivantes :

Résultat net part du Groupe	-30,208
Impôts	-1,560
Intérêts des minoritaires	634
Résultat avant impôt et après dépréciation des écarts d'acquisition	-29,282
Amortissement des survaleurs	-12,067
Résultat avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	-17,215
Charge d'impôt théorique au taux de la maison mère (33,748%)	5,810
- Autres impôts exigibles sur le résultat	-2,509
- Variation des dépréciations d'impôts différés actifs	-4,714
- Différentiel de taux des pays étrangers	151
- Autres différences permanentes	-298
Impôt effectif constaté	-1,560
Taux d'impôt effectif	-9.06%

Les autres impôts exigibles sur le résultat correspondent principalement à des impôts secondaires acquittés en Italie (1,1 million d'euros) et en Allemagne (1 million d'euros).

7. Suivi des litiges significatifs et passifs éventuels

Les litiges significatifs et passifs éventuels tels que portés à la connaissance des actionnaires lors de l'approbation des comptes annuels clos le 31 décembre 2008 (pages 144 à 145 du Document de Référence 2008), n'ont pas fait l'objet d'évolution significative au cours du 1^{er} semestre 2009.

8. Engagements hors bilan

L'évolution des engagements hors bilan est présentée ci-dessous :

	30/06/09	31/12/08
Engagement donnés :		
- Cautions, avals et garanties donnés	49 659	71 285
- Paiements minimaux au titre de la location simple	159 366	177 893
- Clause de non concurrence en faveur d'anciens salariés		
a) Montant brut	24	75
b) Charges sociales	12	34
	209 061	249 287
Engagements reçus :		
- Cautions, avals et garanties reçus	0	26 000

9. Information sur les parties liées

Altran Technologies a comptabilisé un achat de prestations de services de 36 milliers d'euros au bénéfice de la société Alter dans laquelle un administrateur possède des intérêts.

10. Evènements postérieurs à la clôture

Plan Personnalisé de départ Volontaire en France :

Les difficultés qui frappent le secteur automobile depuis le début d'année sont d'une ampleur telle que tous les acteurs de la filière, dont Altran, connaissent une baisse significative de leur activité.

Pour mieux répondre aux besoins futurs de nos clients et rester compétitif, il est donc indispensable de redéployer l'activité automobile, de l'adapter aux exigences nouvelles et de réajuster les effectifs aux besoins des marchés, tout en faisant évoluer le positionnement du groupe.

A ce titre, la maison mère Altran Technologies S.A. a décidé de mettre en place un Plan Personnalisé de Départ Volontaire (PPDV) centré sur l'activité automobile en France.

Ce Plan Personnalisé de Départ Volontaire, présenté aux instances représentatives du personnel dès fin juin, a reçu le 24 juillet 2009 un avis favorable du Comité Central d'Entreprise et du Comité d'Etablissement de Paris-Lyon-Sophia. Quant au Comité d'Etablissement de Toulouse, il a refusé d'émettre un avis et a assigné le Groupe en référé afin d'en obtenir la suspension.

Ce plan devrait se traduire par une réduction sensible du nombre de consultants en France du secteur automobile d'ici la fin de l'année 2009.

C. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
--

Mazars
Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 La Défense Cedex

S.A. au capital de 8.320.000 €
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Deloitte & Associés
185, avenue Charles-de-Gaulle
B.P. 136
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex

S.A. au capital de 1.723.040 €
Commissaire aux Comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Versailles

Altran Technologies

Société Anonyme
58, boulevard Gouvion-Saint-Cyr
75017 PARIS

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle relative à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Altran Technologies, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2009, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration dans un contexte caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 31 décembre 2008. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note VI de l'annexe qui expose les changements de principes et méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1^{er} janvier 2009, des normes IAS 1 révisée «Présentation des états financiers» et IFRS 8 «Secteurs opérationnels».

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Courbevoie et Neuilly-sur-Seine, le 28 août 2009
Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Deloitte & Associés

Guy Isimat-Mirin

Jérôme de Pastors

Henri Lejetté

D. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL
--

J'atteste à ma connaissance, que les comptes semestriels résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes semestriels, ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Yves de Chaisemartin

Président du Conseil d'Administration & Directeur Général